

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [Cf. date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

REVIVAL ST SAULVE

ZI n° 4
BP 8
59880 Saint-Saulve

Références : V2/2023-060
Code AIOT : 0007004071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement REVIVAL ST SAULVE implanté ZI n° 4 BP 8 59880 Saint-Saulve. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL ST SAULVE
- ZI n° 4 BP 8 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007004071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement REVIVAL à Saint-Saulve est un site de récupération et de valorisation de métaux ferreux et non ferreux.

Il dispose notamment d'un centre VHU (véhicules hors d'usage), d'un broyeur VHU et d'une installation TITECH qui traite les refus d'induction du broyeur, en aval de ce dernier.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 31 décembre 1976, et est réglementé par plusieurs arrêtés complémentaires, notamment celui du 01/04/2022 faisant suite au dépôt par l'exploitant d'un dossier de mise en conformité, d'un dossier de réexamen IED et d'un porter à connaissance.

Le site est notamment soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 3532 : Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :
 - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les activités du centre VHU relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 et sont encadrées par l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie dans les centres VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Fait susceptibles de suites 1
14	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Fait susceptibles de suites 2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
2	Positionnement des équipements d'alerte et de secours	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
3	Etat des stocks	AP Complémentaire du 01/04/2022, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
7	Poteaux / Bassins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
9	Signalisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
10	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Sans objet
11	Eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet
12	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	/	Sans objet
13	Clôture	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées formule 2 faits susceptibles de suites administratives pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir, soit statuer sur la conformité de ses installations, soit lever la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan localisant les risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) [...]. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. <u>Article 71.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Localisation des risques L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives : <ul style="list-style-type: none">• Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;• Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;• Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins. L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives). Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan du site localisant les risques présentés par ses installations. Le plan est daté du 04/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Positionnement des équipements d'alerte et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. [...]
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan du site sur lequel figurent les installations et les locaux, l'emplacement des équipements de secours et les risques présentés. Le plan est daté du 04/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2022, article 1.2.1			
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des déchets en attente de traitement et traités			
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Rubrique 2712 :			
Rubrique	A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2712.1	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² → E	Dépollution et démontage de VHU : - Surface de stockage des VHU CASHMETAL : 400 m ² - Surface de l'unité de dépollution de VHU : 1 120 m ² Soit une surface totale de 1 520 m ² Pour information, l'installation de Broyage de VHU et ses stockages de résidus/déchets associés (hors produits fini ferrailles occupe une surface de : 600 m ² . L'activité de broyage VHU est visée par la rubrique 2791/3532.
<p><u>Article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Broyage platinage (broyeur VHU), refus de broyage et stériles [...] Le stockage de ferrailles à broyer, y compris les VHU dépollués, est limité à des zones de 5 000 t répartis en îlots de 1 000 t maximum. La surface dédiée est limitée 2 000 m²[...].</p>			
Constats : La visite d'inspection du 07/12/2022 a permis de constater : <ul style="list-style-type: none"> la présence de 7 VHU à dépolluer au niveau de la zone extérieure dédiée du point d'apport volontaire Cashmétal ; la présence de 14 VHU à dépolluer au niveau de la zone extérieure d'entreposage de l'unité de dépollution de VHU ; au niveau de l'aire extérieure dédiée à proximité du broyeur : <ul style="list-style-type: none"> l'absence de VHU dépollués en attente de broyage ; 1 îlot de ferrailles à broyer ; 1 îlot de ferrailles étamées (boîtes de conserve) ; une zone délimitée par des blocs béton d'entreposage des pare-chocs VHU ; une zone délimitée par des blocs béton d'entreposage des réservoirs VHU. 			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. <u>Article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. [...]
Constats : A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques de l'intervention réalisée en août 2022. La fréquence de contrôle est annuelle ; la précédente intervention ayant eu lieu en août 2021. Le rapport de 2022 fait état de 19 observations dont : <ul style="list-style-type: none">• 11 nouvelles formulées lors du dernier contrôle de 2022 ;• 5 formulées en 2021 ;• 1 en 2020, 1 en 2016, 1 en 2014. Ces 3 observations pointent une nécessité de compléter l'identification de coffrets et armoire électriques. La visite n'a pas porté sur les suites données aux observations, néanmoins l'Inspection note que 8 ont été formulées entre 2014 et 2021 et n'étaient pas soldées le jour du contrôle des installations électriques. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre et de tracer les actions correctives réalisées afin de lever les observations formulées. Fait susceptible de suites 1 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'entretien de ses installations électriques en bon état.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de 1 mois, l'état d'avancement des actions correctives relatives à la mise en conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs/RIA
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; <p>[...]</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>[...]</p> <p><u>Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Moyens de lutte contre l'incendie L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...]• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles en toute circonstance. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs ;• de RIA afin de couvrir certaines zones spécifiques comme : la zone de stockage ferraille en amont du broyeur platinage, la zone de stockage des stériles en aval du broyeur platinage, la zone de stockage des refus d'induction, la cisaille ; <p>[...]</p>
<p>Constats : L'examen des prescriptions n'a porté que sur les activités VHU.</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs sont présents :<ul style="list-style-type: none">◦ au niveau de la zone d'entreposage des VHU du point d'apport volontaire Cashmétal;◦ au niveau de l'atelier de dépollution des VHU et de sa zone d'entreposage des VHU ;◦ au niveau de la zone des ferrailles à broyer, dont les VHU.• des RIA sont présents :<ul style="list-style-type: none">◦ au niveau de la zone d'entreposage des VHU de l'unité de dépollution ;◦ au niveau de la zone des ferrailles à broyer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs/RIA/exutoires/portes coupe feu
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]. <u>Article 7.7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Vérification périodique et maintenance des équipements [...] L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : L'examen des prescriptions n'a porté que sur les activités VHU. La visite d'inspection a permis de constater que : <ul style="list-style-type: none">• Seule l'activité de dépollution des VHU est réalisée sous bâtiment couvert. L'atelier de dépollution des VHU n'est pas fermé sur un de ses côtés, ne présente pas d'exutoire pour l'évacuation des fumées, ni de porte coupe-feu, ni de système de détection incendie. Des extincteurs et des RIA sont présents sur le site (cf. point de contrôle précédent). A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des extincteurs (intervention du 12/01/2023) et des RIA (intervention du 04/03/2022). Selon l'exploitant, la fréquence de contrôle est annuelle. Le rapport de vérification des RIA fait état de 14 observations formulées exclusivement en 2022. La visite n'a pas porté sur les suites données aux observations. Observation 1 : il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre et de tracer les actions correctives réalisées afin de lever les observations formulées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Débits des poteaux/Bassin
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau[...]</p> <p><u>Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Moyens de lutte contre l'incendie L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • 2 poteaux incendie alimentés par la réserve de 500 m³ située à proximité du broyeur prestation conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils; • [...] • d'une réserve de 120 m³ d'eau, à proximité du broyeur platinage, conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cette réserve ; <p>[...]</p>
<p>Constats : La visite d'inspection a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'une réserve d'eau incendie de 500 m³ à proximité du broyeur prestation. Elle présente 2 poteaux d'aspiration ainsi qu'un suppresseur permettant d'alimenter une lance. Ces poteaux incendie ont fait l'objet d'un contrôle par le SDIS en date du 19/04/2022 qui confirme le bon fonctionnement du matériel selon l'extrait du registre sécurité que l'exploitant a présenté. • la présence d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ à proximité du broyeur platinage (VHU). Elle présente 1 poteau d'aspiration. Ce point d'eau incendie a fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle initiale par le SDIS en date du 02/06/2022 que l'exploitant a présentée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des permis
<p>Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, [...] Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. [...]</p> <p><u>Article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Travaux Tous les travaux d'extension, modification, réparation, aménagement ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas de travaux par point chaud, les mesures minimales suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nettoyage de la zone de travail avant le début des travaux ; • contrôle de la zone d'opération lors du repli de chantier ; • puis un contrôle ultérieur après la cessation des travaux permettant de vérifier l'absence de feu couvant. <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'un plan de prévention annuel est élaboré avec les prestataires. Les travaux par point chaud ne peuvent être réalisés qu'après délivrance d'un permis de feu. En séance l'exploitant a présenté le document « Permis de feu » référencé M1-IMP-014 sur lequel figurent : le prestataire, la validité du permis, la nature de l'intervention, les consignes de sécurité, Le document prévoit l'enregistrement de la surveillance réalisée après les travaux. Ce document est signé par les représentants de l'exploitant et du prestataire. L'Inspection a consulté par sondage le permis de feu élaboré en septembre 2022 pour des travaux de découpage.</p> <p>Observation 2 : L'exploitant veillera à établir un document désignant nommément la ou les personnes en charge de la délivrance des permis de feu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Signalisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.
Constats : L'examen des prescriptions n'a porté que sur les activités VHU. La visite d'inspection a permis de constater la présence de panneaux de signalisation des risques aux abords des zones concernées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des substances
Prescription contrôlée : Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : L'examen des prescriptions n'a porté que sur les activités VHU. La visite d'inspection a permis de constater la présence des éléments d'identification et d'étiquetage requis au niveau des cuves de récupération des carburants et des différents fluides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]</p> <p>Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...]</p> <p><u>Article 74.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u></p> <p>Dispositif de confinement</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers le bassin de décantation d'un volume de 1 200 m³.</p> <p>Ce bassin est équipé en sortie d'une vanne de barrage automatique et manuelle permettant d'éviter tout écoulement accidentel vers le canal de l'Escaut.</p> <p>Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle. [...]</p> <p>Constats : En cas de sinistre, les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin des eaux pluviales du site par arrêt des pompes de relevage. L'exploitant a présenté le mode opératoire "gestion des situations d'urgence – incendie explosion" indiquant notamment les dispositions à prendre en matière de confinement des eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des formations annuelles incendie avec manipulation des moyens d'extinction ; • des exercices inopinés « test de situation d'urgence » abordant les cas échéant la mise en œuvre du dispositif de confinement. En 2022, 4 tests ont été réalisés dont les comptes-rendus ont été transmis à l'Inspection. Malgré un exercice portant sur la simulation d'un incendie au niveau de la zone broyeur, aucune mention n'est tracée quant à la mise en œuvre effectif du dispositif de confinement des eaux d'extinction. <p>Observation 3 : Il appartient à l'exploitant d'inclure dans ses exercices, la mise en œuvre du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Accès à l'installation</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation [...]. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>[...]</p> <p><u>Article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u></p> <p>Intervention des services de secours</p> <p>Article 7.6.1.1 Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les dispositifs permettant de condamner l'accès à ces voies sont amovibles et manœuvrables par les sapeurs pompiers soit par un dispositif facilement destructible par les moyens dont dispose le SDIS (type coupe boulon) soit par une clé polycoise.</p> <p>L'entrée principale de l'établissement doit être maintenue libre en toutes circonstances et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Article 7.6.1.2 Accessibilité des engins à proximité des installations</p> <p>Les voies de circulation présentes sur le site sont maintenues dégagées pour permettre la circulation des engins de secours sur le site.</p> <p>Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence de 2 accès distincts permettant l'intervention des services de secours, le dégagement des voies de circulation et la suffisance de leur dimensionnement pour aisément manœuvrer.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. [...]</p> <p><u>Article 71.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022</u> Contrôle des accès L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.</p>
<p>Constats : La visite d'inspection a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'une clôture périphérique sur le site et son intégrité sur les parties ayant fait l'objet d'un contrôle ; la hauteur effective n'a pas été mesurée lors de l'inspection ; • un accès principal aménagé fermé en dehors des heures d'ouverture ; • la présence d'un gardien (habitation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage
<p>Prescription contrôlée : I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable [...]. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p> <p>II. Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :
Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

[...]

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. [...]

Article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022

Broyage platinage (broyeur vhu), refus de broyage et stériles

[...].

Le stockage de ferrailles à broyer, y compris les VHU dépollués, est limité à des zones de 5 000 t répartis en îlots de 1 000 t maximum. La surface dédiée est limitée 2 000 m² et la hauteur est limitée à 8m.

[...]

Constats :

Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

La visite d'inspection du 07/12/2022 a permis de constater :

- la présence de 7 VHU à dépolluer au niveau de la zone extérieure dédiée du point d'apport volontaire Cashmétal.
- la présence de 14 VHU à dépolluer au niveau de la zone extérieure d'entreposage de l'unité de dépollution de VHU.

L'entreposage de ces véhicules est réalisé sur un seul niveau, sans empilement, sur zones imperméabilisés.

Au niveau de la zone extérieure d'entreposage de l'unité de dépollution de VHU, ont été constatés :

- **la présence de pneumatiques empilés à déjanter jouxtant directement les VHU à dépolluer ;**
- la présence d'une benne de pneumatiques déjantés suffisamment éloignée des VHU à dépolluer.

Fait susceptible de suites 2 : La zone d'entreposage des VHU avant dépollution n'est pas distante d'au moins 4 mètres de la zone d'entreposage des pneumatiques à déjanter.

Entreposage des pneumatiques

La visite d'inspection du 07/12/2022 a permis de constater :

- que la quantité de pneumatiques entreposés est inférieure à 100 m³ ;
- que la hauteur de stockage est inférieure à 3 m appréciée grâce aux parois de délimitation de l'activité.

Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage

La visite d'inspection du 07/12/2022 a permis de constater :

- les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des

- intempéries, dans l'atelier ;
- les fluides extraits sont contenus dans des cuves fermées dédiées placées sur rétention ;
- les filtres à huiles et les batteries sont stockés dans des conteneurs fermés dédiés ;
- la présence d'absorbant.

Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

La visite d'inspection du 07/12/2022 a permis de constater :

- l'absence de VHU dépollués en attente de broyage au niveau de l'aire extérieure dédiée à proximité du broyeur.

L'exploitant a indiqué que le stockage s'effectuait par empilement sur une hauteur maximale de 6 m (présence d'un panneau de signalisation le confirmant) appréciée, selon l'exploitant, grâce à la présence de poteaux de cette hauteur présents à proximité.

Observation 4 : Il appartient à l'exploitant de matérialiser la hauteur maximale d'entreposage des VHU dépollués avant broyage.

A noter que les VHU dépollués sont broyés sur le site, dès lors leur entreposage avant broyage relève des activités de traitement de déchets soumises à autorisation au titre des rubriques 2791/3532 encadrées par les prescriptions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/04/2022 (hauteur maximale de 8 m) et non par l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le site n'accueille pas de véhicules électriques.
Aucune zone n'est accessible au public.

Observations : L'exploitant justifiera de la mise en œuvre d'un éloignement suffisant entre les VHU à dépolluer et les pneumatiques.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet